

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financiers sollicités	Montant en €
Etat	_ _ _ _ _ _ , _ _
Région	_ _ _ _ _ _ , _ _
Département	_ _ _ _ _ _ , _ _
Union Européenne (FEADER)	_ _ _ _ _ _ , _ _
Autre (précisez)	_ _ _ _ _ _ , _ _
Sous-total financeurs publics	_ _ _ _ _ _ , _ _
Participation du secteur privé (précisez) _____	_ _ _ _ _ _ , _ _
Auto – financement	_ _ _ _ _ _ , _ _
Emprunts	_ _ _ _ _ _ , _ _
TOTAL général = coût du projet	_ _ _ _ _ _ , _ _
Recettes prévisionnelles générées par le projet	_ _ _ _ _ _ , _ _

RECAPITULATIF DES AIDES PERCUES AU COURS DE TROIS DERNIERS EXERCICES FISCAUX

**Aides publiques obtenues au cours des 3 dernières années au titre du règlement
CE N°1407/2013 relatif aux aides dites de minimis :**

ORGANISME	NATURE DE L'AIDE	MONTANT	ACCORDEE LE

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR (veuillez cocher les cases nécessaires)

Je soussigné (nom et prénom du représentant légal) : _____

- certifie avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité ;
 certifie l'exactitude de l'ensemble des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes.

**Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides au titre de la
DIVERSIFICATION NON AGRICOLE (6.4)**

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- Ne pas avoir commencé l'exécution de ce projet (le commencement se détermine à compter du premier acte juridique qui lie le bénéficiaire de l'aide au fournisseur ou à l'entreprise : bon de commande, devis signé, premier virement quel qu'en soit le montant, engagement écrit...) **avant le dépôt d'une demande écrite préalable,**
- Respecter les conditions d'âge au 1^{er} janvier de l'année de dépôt de ma demande (au moins 18 ans et ne pas avoir atteint l'âge de 62 ans),
- Ne pas avoir sollicité pour le même projet / les mêmes investissements, une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide,
- Avoir pris connaissance des informations présentées dans l'appel à projets et celles figurant dans la notice d'information jointe au présent formulaire, notamment en ce qui concerne les délais de réalisation de mon projet et de communication des pièces au guichet unique, les points de contrôle, les règles de versement des aides et les sanctions encourues en cas de non-respect de ces points,
- Respecter les normes minimales attachées à mon projet
- N'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachés à l'investissement aidé,
- Être à jour de mes obligations sociales et fiscales,
- Ne pas avoir obtenu d'aide pour ce même projet durant les 5 dernières années, à l'exception des prêts à l'installation,
- Ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- Le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du Code rural,
- Avoir pris connaissance que ma demande d'aide sera examinée par le Comité de Sélection PCAE Lorraine et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement ou au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure,
- Avoir pris connaissance que ma demande sera considérée comme rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente au-delà du délai de 6 mois à compter de la date de l'accusé de réception de mon dossier complet.

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide à :

- Ne pas commencer exécution de ce projet **avant d'avoir eu l'autorisation écrite de l'autorité de gestion ou du guichet unique** respecter les règles en matière de date de début d'éligibilité de l'opération telles que préciser dans l'appel à projets,
 - Informer le **service instructeur-guichet unique** de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, de mes engagements ou de mon projet,
 - Poursuivre mon activité agricole au sens de l'article L311-1 du Code rural ou l'activité du groupement et tout particulièrement le ou les activités ayant bénéficié de l'aide pendant une période de cinq années à compter de la date de signature de la décision d'attribution de la subvention,
 - Maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les constructions et les équipements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention; à ne pas revendre le matériel subventionné pendant une durée de cinq ans à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention,
 - Respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux attachées à l'investissement objet de l'aide durant une période de cinq ans à compter de la date de décision de l'engagement juridique de l'aide,
 - Me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et contrôles sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
 - Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
 - Apposer sur mon bâtiment une plaque explicative lorsque l'action menée implique un investissement global d'un montant total supérieur à 50 000 euros, à installer un panneau sur les sites des infrastructures dont le coût total dépasse 500 000 euros. Cette plaque explicative / ce panneau comprennent : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque,
 - A ne pas avoir obtenu, sur une période de trois exercices fiscaux, un montant d'aides publiques supérieur à 200 000 euros, au titre du règlement (CE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité aux aides de minimis,
 - A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité,...
- Je m'engage, le cas échéant, à maintenir pendant un minimum de 36 mois après l'octroi de l'aide régionale, l'adhésion de mon exploitation aux démarches qualités et/ou collectives qui justifient l'application d'une majoration des taux d'intervention de la Région Lorraine.

Fait à _____ le _____

Fonction et signature(s) du demandeur avec le cachet de l'entreprise :
(du gérant en cas de formes sociétaires)

IMPORTANT :

Je suis informé(e) (nous sommes informés) :

- qu'en cas d'irrégularité ou si je ne respecte pas (nous ne respectons pas) mes (nos) engagements, je devrais (nous devrions) rembourser les sommes perçues, majorées d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières. Je pourrais (nous pourrions) également être poursuivi(s) et sanctionné(s) sur la base des textes en vigueur.
- conformément au règlement communautaire n° 1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'État est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants aides perçues resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant deux ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et liberté » (loi n° 78-17 du 6 janvier 1978), je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant,
- l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont l'Agence de service et de paiement (ASP), le Ministère en charge de l'agriculture et la Région Lorraine. Conformément à la loi « informatique et liberté » (loi n° 78-17 du 6 janvier 1978), je souhaite exercer ce droit et obtenir des informations me concernant, je peux m'adresser à la Région Lorraine.

Annexe 1 – Dépenses prévisionnelles : investissements matériels

Poste de dépense	Code à utiliser
Bâtiments et aménagements intérieurs	Bât
Equipements (froid)	Equ
Matériels de production	Mat
Frais généraux	Etudes

Nature de l'investissement	Fournisseur	Montant	Investissements éligibles		
			retenu	Taux	Montant
Bâtiments et aménagements intérieurs		- €	- €	%	- €
					- €
					- €
					- €
					- €
					- €
					- €
Equipements		- €	- €		- €
					- €
					- €
					- €
					- €
					- €
					- €
Matériels		- €	- €		- €
					- €
					- €
					- €
					- €
Frais généraux		- €	- €		- €
					- €
					- €
					- €
Total		- €	- €		- €

Annexe 4 – Bilan et prévisionnel de production de l'atelier concerné par le projet

Produits	Unité	Volumes			
		n-1	n	n+1	n+2

Annexe 5 – Comptes de résultat prévisionnels de l'entreprise

Pour les trois derniers exercices et les trois prochains exercices (en euros)

	HISTORIQUE			PREVISIONNEL		
	201...	201...	201...	201...	201...	201...
Capitaux propres (en milliers d'Euro)						
Dettes financières (en milliers d'Euro)						
Chiffre d'affaires H.T. (en milliers d'Euro)						
Chiffre d'affaires de l'atelier objet du dossier (en milliers d'Euro)						
Excédent Brut d'Exploitation (en milliers d'Euro)						
Résultat net (en milliers d'Euro)						
Annuités sur EBE (en %)						
Effectif moyen en ETP						

Annexe 6 – Note de présentation de l'exploitation / du projet

Historique (précisez notamment les évolutions de structures : fusions / acquisitions) :

Type d'exploitation : _____

Surfaces : SAU : _____ SCOP : _____ SFP : _____ Autres : _____

Moyen humain actuel : _____

Production :

Animales

Produits			
Volumes/effectif			

Végétales

Variétés			
Surfaces			
Volumes			

Produits fabriqués et services proposés :

Description détaillée de la stratégie commerciale de l'exploitation sur le moyen terme et place du projet dans cette stratégie (mode de promotion et commercialisation, débouchés) :

Mode de calcul du chiffre d'affaires prévisionnel de l'atelier faisant l'objet du présent dossier:

Annexe 7 – Critères d'appréciation du projet relatifs aux critères de sélection

■ **Votre projet prévoit-il la création d'un emploi bénéficiant d'un CDI ou l'arrivée d'un chef d'exploitation en supplément (hors JA) ?**

oui non Si oui, moins de 0,5 ETP 0,5 ETP à 0,9 ETP 1 ETP ou plus

Précisez CDI Chef d'exploitation

ETP avant projet : _____ ETP après projet : _____

■ **Votre projet prévoit-il la création d'un atelier de transformation, de commercialisation ou d'activité équestre (rayer la mention inutile) ?**

oui non Si oui, précisez le nombre d'animaux prévu : _____

oui non Si oui, précisez le type de production et surface concernées : _____

■ **L'excédent brut d'exploitation (EBE) moins vos annuités et vos prélèvements est-il positif après la réalisation du projet ?**

oui non Précisez l'EBE après la réalisation du projet : _____ € (1)

les annuités après la réalisation du projet : _____ € (2)

les prélèvements après la réalisation du projet : _____ € (3)

Calculez (1)-(2)-(3) = _____ €

■ **Êtes-vous adhérent d'un groupement d'exploitants (CUMA, GIEE...) dont l'objet est lié au projet ?**

oui non Si oui, précisez (type et nom) : _____

■ **Votre projet permet-il l'amélioration des conditions de travail ?**

oui non Si oui, précisez : _____

■ **Avez-vous bénéficié au cours des 3 dernières années d'un soutien régional au titre de diversification agricole:**

oui non

Est-il soldé ? oui non

■ **La production et les produits issus de l'activité aidée sont sous signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO) tels que : label rouge, Appellation d'origine protégée (AOP), Identification géographique protégée (IGP), Spécialité traditionnelle garantie (STG), hors agriculture biologique), sous certification de conformité ou s'inscrit dans une démarche qualité ?**

1. Etes-vous engagé dans une démarche de collective ? oui non

Si oui, précisez :

- La Lorraine notre Signature
- Bienvenue à la ferme
- Paysans bio lorraine
- Fermiers Lorrains

2. Etes-vous engagé dans une production sous signe de qualité : oui non

Si oui, précisez :

- Agriculture Biologique
- Label Rouge
- AOC
- IGP

Annexe 8 : Attestation de viabilité de l'exploitation

Respect de la condition de non détérioration des fonds propres

Exploitation agricole IR bénéfice Agricole au régime réel simplifié

- Capital Social inscrit au bilan (case CA de la liasse fiscale) :
- Total des Fonds propres (case CG de la liasse fiscale) :
- CG>(CA/2) : OUI NON (si « non » exploitation inéligible)

Exploitation agricole IR bénéfice Agricole au régime réel normal

- Capital Social inscrit au bilan (case DA de la liasse fiscale) :
- Total des Fonds propres (case DL de la liasse fiscale) :
- DL>(DA/2) : OUI NON (si « non » exploitation inéligible)

Respect de la condition d'endettement soutenable

Exploitation agricole IR bénéfice Agricole au régime réel simplifié

N-2		N-1	
1 Charge d'intérêt (=cases FG-case DK sur liasse fiscale)		5) Charge d'intérêt (=cases FG-case DK sur liasse fiscale)	
2 EBE		6) EBE	
Résultat 1 (1<2)	oui/non	Résultat 3 (5<6)	oui/non
3 Endettement (case CS de la liasse)		7) Endettement (case CS de la liasse)	
4 Capitaux propres (case CG de la liasse)		8) Capitaux propres (case CG de la liasse)	
Résultat 2 (3/4)		Résultat 4 (7/8)	
Résultat 1 « non » ET Résultat 2>7,5		OUI	NON
Résultat 3 « non » ET Résultat 4>7,5		OUI	NON
En cas de double « oui » l'exploitation est réputée être en difficultés et devient de fait inéligible			

Exploitation agricole IR bénéfice Agricole au régime réel normal

N-2		N-1	
1 Charge d'intérêt (=cases 6V de la liasse fiscale)		5 Charge d'intérêt (=cases 6V-case)	
2 EBE		6 EBE	
Résultat 1 (1<2)	oui/non	Résultat 3 (5<6)	oui/non
3 Endettement (case DP de la liasse)		7 Endettement (case DP de la liasse)	
4 Capitaux propres (case DL de la liasse)		8 Capitaux propres (case DL de la liasse)	
Résultat 2 (3/4)		Résultat 4 (7/8)	
Résultat 1 « non » ET Résultat 2>7,5		OUI	NON
Résultat 3 « non » ET Résultat 4>7,5		OUI	NON
En cas de double oui l'exploitation est réputée être en difficultés et devient de fait inéligible			

Toutes exploitations agricoles

J'atteste sur l'honneur que mon exploitation ne fait l'objet d'aucune procédure d'insolvabilité tant personnelle (surendettement) que collective (Redressement, Sauvegarde, liquidation) à la date de dépôt de la demande de subvention.

Date :

Signature :